

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 825 26 juin 1986

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley

Rédacteur:
Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro:
Ernst Bollinger
Jean-Pierre Bossy
André Gavillet
Charles-F. Pochon

Point de vue:
Jeanlouis Cornuz

L'invité de DP:
Philippe Bois

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1986: 35 francs
Vingt-troisième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

825

Domaine public

Pour une véritable politique énergétique

Le débat parlementaire suscité par la catastrophe de Tchernobyl ne sera peut-être pas inutile. La majorité des députés, favorable à l'énergie nucléaire, a pu exprimer sa perplexité, ses doutes et parfois même son changement d'opinion quant au futur de cette forme d'énergie. Est-ce ce retournement que le Parlement a voulu minimiser en refusant la retransmission télévisée des débats?

«Peut-être pas inutile», car rien n'est encore joué. Les réticences parlementaires à l'égard du nucléaire peuvent ne traduire que la prise en compte temporaire de l'émotion populaire: vous avez eu peur, nous en prenons note. Mais une émotion ne dure pas et rien ne garantit que, les craintes dissipées et le souci d'un approvisionnement sûr prenant le dessus, les députés ne succombent à la «contrainte des faits», et, obnubilés par le «niveau de vie», en oublient tout simplement... la vie.

Si la méfiance est de mise, c'est parce que les décideurs, en matière énergétique, nous ont habitués à ne rien décider. Depuis bientôt quinze ans, la politique énergétique n'a été que tergiversations et en définitive adaptation à l'évolution d'une situation qu'on n'a guère cherché à maîtriser. On a prôné haut et fort les économies mais le discours n'a pas été concrétisé dans les faits. On n'a jamais préconisé le tout nucléaire — comme en France — mais les centrales se succèdent à un rythme raisonnablement helvétique. Une politique larvée, attentiste, se nourrissant des contraintes qu'on n'a pas cherché à prévenir.

Ces décideurs, ce sont tout à la fois les citoyens, rejetant les trois initiatives des milieux antinucléaires et insuffisamment nombreux pour faire passer l'article constitutionnel sur l'énergie; le Parlement refusant la soumission des agents énergétiques à l'Icha et les taxes sur le gaz et le mazout tout en

admettant la clause du besoin pour Kaiseraugst; les cantons, en majorité peu actifs dans l'utilisation de leurs compétences propres.

Alors maintenant le réveil? La crédibilité de la réaction se jugera à l'aune des actes. Tout d'abord en priorité, un moratoire nucléaire. Pas «de fait», comme l'a indiqué Léon Schlumpf (encore de la politique larvée), mais explicitement décidé comme un temps à mettre à profit pour jeter les bases d'une nouvelle politique énergétique. Dans cette perspective, les initiatives populaires en préparation ne seront pas inutiles. Puis la présentation du projet de loi sur l'électricité et d'un article constitutionnel sur l'énergie, substantiel. Dans les cantons, des règles strictes quant à la qualité énergétique des bâtiments, des incitations vigoureuses à l'adresse des professionnels pour qu'ils adaptent leurs connaissances et leurs pratiques aux exigences de l'heure — notamment par le biais des commandes publiques; des subventions ciblées et non dispersées pour permettre les adaptations nécessaires.

Ces mesures simultanées forment un tout: le moratoire sans décisions complémentaires nous conduira tout droit à Kaiseraugst, retardé de quelques années; des prescriptions sans moratoire ne seront pas prises au sérieux puisque la planche de salut nucléaire sera toujours à disposition.

J. D.

3 × oui les 28 et 29 juin

DP recommande l'acceptation des trois initiatives fiscales de l'AVIVO, de l'AVLOCA et du POP soumises au peuple vaudois les 28 et 29 juin, ceci au nom d'une politique équitable de l'impôt. Il ne s'agit pas de barrer la route à une refonte de la fiscalité vaudoise, mais d'exprimer un mécontentement face à une révision inique et défavorable aux contribuables modestes. Voir également en dernière page.

M. A. M.

Et si on économisait vraiment l'énergie?

Faut-il renoncer à la construction de nouvelles centrales nucléaires ou même fermer celles qui existent dans un délai plus ou moins rapproché? Ou au contraire, pour éviter l'asphyxie économique, sommes-nous condamnés à développer cette source d'énergie? Souvent dans ce débat les réponses tombent, péremptoires, plus l'expression d'un acte de foi que d'une connaissance précise de la question. Or des données existent qui permettent d'esquisser des scénarios de sortie du nucléaire, et ceux qui insistent sur la nécessité des économies d'énergie n'ont pas attendu Tchernobyl pour démontrer notre gaspillage énergétique.

L'énergie nucléaire représente aujourd'hui environ 35% de la consommation d'électricité en Suisse, consommation qui augmente régulièrement de 2 à 3% l'an. Apparemment donc une situation de dépendance irréversible, à moins de construire de grandes centrales au charbon; mais, pour des raisons écologiques, même les Bâlois, adversaires résolus du nucléaire, y ont renoncé.

Avant de brandir la menace d'une pénurie, examinons les raisons de la croissance continue de la consommation d'électricité. A l'origine de cette croissance, on trouve essentiellement l'augmentation du nombre des ménages, le développement de la climatisation et celui du chauffage électrique.

Si l'on n'a pas prise sur le nombre des familles, il est possible de faire des économies importantes grâce à des appareils ménagers moins gourmands en électricité (un potentiel d'économie de 30 à 70% de la consommation actuelle), à une limitation sévère de la climatisation — plus souvent un luxe qu'une nécessité — et du chauffage électrique. Il est illusoire de croire que ce dernier pourra nous libérer de la dépendance du pétrole: il faudrait

trente centrales nucléaires pour y parvenir. Par ailleurs, les logements chauffés à l'électricité sont en moyenne mal isolés et consomment deux fois plus de courant que si ces mêmes logements étaient construits de manière optimale.

On voit donc que les possibilités d'économie sont importantes: 30 à 50% pour la plupart des utilisations de l'électricité (y compris dans l'industrie), techniquement réalisables et économiquement rentables.

PAR EXEMPLE

Examinons un exemple concret, celui des réfrigérateurs. Pour que ces appareils consomment moins — à utilisation égale — il faut les isoler mieux: des parois de 15 à 20 cm d'épaisseur (souvenez-vous des frigos de nos grand-mères) permettraient des économies de 50 à 70%. Donc plus de place dans nos cuisines étriquées, mais c'est le prix à payer pour limiter ou stopper l'extension du nucléaire.

De manière plus générale, deux grands types de moyens sont disponibles pour promouvoir une utilisation économe de l'énergie: une taxe substantielle et des normes techniques. Mais les organisations écologiques admettent que, au moins dans un premier temps, ces mesures seront insuffisantes pour répondre à la demande si nous renonçons à de nouvelles centrales nucléaires. Les unités chaleur-force décentralisées sont plus efficaces que les chaudières traditionnelles; elles permettent de produire chaleur et courant électrique en fonction de la demande, contrairement aux grandes usines nucléaires qui stimulent la demande. Cette solution n'est économiquement réalisable que si les distributeurs d'électricité se voient imposer la reprise de ce courant au coût marginal.

Les possibilités existent de freiner puis de stopper la croissance de la consommation électrique. Question de volonté politique. A terme, la recherche — financée notamment par les ressources dégagées grâce à la taxe — pourrait conduire à des alternatives (agents énergétiques et procédés d'utilisation) susceptibles d'abaisser cette consommation. Le fait que des solutions praticables n'aient pas encore été trouvées ne constitue pas un argument pour renoncer à chercher.

COMPTES DP 1985

Pari tenu

Réunis le 25 avril 1986 en assemblée générale ordinaire, les actionnaires de la S.A. des Editions Domaine Public ont approuvé les comptes d'exploitation de l'exercice 1985, quelques chiffres qui indiquent que le pari a une fois de plus été tenu grâce à votre fidélité et au dévouement des bénévoles qui, semaine après semaine, fabriquent votre journal.

Charges

Impression et routage	86 990.30
Salaires et charges sociales	57 946.95
Administration et loyer	14 563.60
Total des charges	159 501.35

Produits

Ventes au numéro	839.15
Ventes de brochures	5 519.—
Abonnements	152 956.75
Total des produits	159 314.90

Perte exercice 85

186.45

Un équilibre fragile mais bien réel, que vous seuls pouvez contribuer à maintenir pour prouver que la presse indépendante peut continuer à exister à côté des géants de l'édition.

Une chasse gardée des partis

On vote décidément beaucoup à Zurich, comme d'ailleurs dans le reste de la Suisse.

Tous les quatre ans, peu après les élections communales, les citoyens des sept districts scolaires de la ville de Zurich désignent, au système majoritaire, les présidents et les quarante membres de la commission scolaire de chaque district ainsi que les quarante-sept députés à la commission centrale.

C'est que les commissions scolaires sont depuis toujours une chasse gardée des partis, qui considèrent que leurs élus représentent l'ensemble de la société alors que les parents d'élèves ont une optique trop étroite de l'école. La presse a beaucoup parlé de ce scrutin qui pour une fois ne s'est pas déroulé dans l'indifférence habituelle. Les parents d'élèves sont bien décidés à représenter des listes lors des prochaines élections. Ils réclament une plus grande transparence dans l'activité des commissions scolaires et la possibilité pour les citoyens de mieux choisir les représentants qui s'occuperont du sort de leur progéniture. Rendez-vous est pris pour 1990.

La tradition veut que ces élections se déroulent dans l'indifférence générale: les partis politiques se répartissent les sièges d'après les résultats obtenus lors du scrutin communal. Quelque chose a commencé à bouger il y a quatre ans dans le district Uto; une association de parents d'élèves a déposé une liste de dix candidats qui ont tous été élus. Cette année, les partis ont décidé de faire campagne en présentant des listes communes. C'est ainsi que l'on a pu voir groupés sur le même bulletin de vote les sigles de tous les partis de la ville, de l'Action nationale à l'extrême-gauche. Ces listes ont remporté tous les sièges, même dans les deux districts où elles étaient opposées à une autre liste.

Ça traîne à Berne

Le Conseil fédéral a chargé le Département de l'économie publique de préparer, d'ici à février 1987, un message à l'intention de l'Assemblée fédérale. Rappelons que l'initiative avait abouti en septembre 84 (Ndlr). Les résultats de la procédure de consultation ayant été jugés largement négatifs, le message proposera de rejeter l'initiative sans présenter de contre-projet. Selon le communiqué du Département, la majorité des cantons, les organisations d'employeurs et les partis bourgeois se sont prononcés contre l'initiative. Seuls les milieux proches des travailleurs et le parti socialiste la soutiennent.

Etant donné le «climat» politique, on ne pouvait guère escompter un autre résultat. Et pourtant, l'initiative ne demande rien d'excessif. La norme de 40 heures requise dans les dispositions transitoires laisse une large place pour des dispositions légales ou conventionnelles allant plus loin, tout en variant selon la situation et les possibilités des diverses branches. Alors que l'évolution vers la semaine de 35 heures s'accélère ailleurs, la Suisse va-t-elle rester un «hérisson réactionnaire»? De nouvelles réductions de la durée du travail sont possibles, chez nous aussi — et sans compromettre pour autant notre capacité de concurrence. De surcroît, elles sont indispensables pour créer des emplois.

Service de presse USS
18 juin 86

UNE LISTE PEU COMMUNE



Stadt Zürich

Schulkreis Uto

(Kreis 2 und vom Kreis 3 das Gebiet südlich der Birmensdorferstrasse)

Wahlzettel

Gemeinsame Liste von
CVP, EVP, FDP, GP, LdU, NA, POCH, SP, SVP

Erneuerungswahl von 40 Mitgliedern der Kreisschulpflege

CVP (démocrates-chrétiens), EVP (évangélistes), FDP (radicaux), GP (écologes), LdU (indépendants), NA (nationalistes), POCH (progressistes), SP (socialistes) et SVP (démocrates du centre), tous réunis sur la même liste, avouez que cela a quelque chose d'insolite, même dans un pays qui pratique l'art du consensus. Il ne s'agit pas de l'ultime effort des partis pour regagner une audience lors des prochaines élections nationales, mais plus simplement du bulletin pour l'élection de la commission scolaire dans le district d'Uto (Zurich ville).

C. F. P.

DU NOUVEAU SUR LA FM

Il est beaucoup question de radios locales dans la presse ces derniers temps: le magazine alémanique *Klartext* (consacré aux médias) publie un rapport secret sur l'audience corrigée des radios locales d'outre-Sarine. Partout, les corrections sont à la baisse. On ne peut manquer de se poser des questions sur le sérieux de ces enquêtes.

Par ailleurs, on trouve dans le *Tages Anzeiger* du 21 juin une analyse des comptes de douze radios privées alémaniques, dont une bilingue (Canal 3, Bienne). Cinq d'entre elles bouclent l'exercice 85 avec un bénéfice, contre deux seulement en 84. Premières conclusions de notre confrère de Zurich: les chances des radios sont bonnes dans les grands centres, elles le sont nettement moins dans les zones qui comptent moins de cent cinquante mille auditeurs potentiels.

Pendant ce temps, Radio-Lac, station de luxe genevoise, a commencé à émettre le 21 juin avec des moyens techniques impressionnants, alors que Radio COROL (Nyon) ne reprendra jamais ses programmes. Le matériel va être vendu.

Les journaux riches... et les autres

Le printemps nous apporte des surprises diverses: entre autres, les rapports de gestion des grandes entreprises de presse. Ce sont de luxueuses brochures, en couleurs, richement illustrées, avec bilan et compte de (pertes et) profits. Ces rapports ne sont pas encore très nombreux, mais il y a une dizaine d'années, ils étaient pratiquement inexistantes.

On y apprend que les grands groupes de presse ont passé une année «sous le signe de la croissance». Côté chiffre d'affaires: une augmentation de l'ordre de 10%. Côté bénéfice: une «amélioration substantielle».

Pour *Ringier*, premier groupe suisse, cela signifie 566 millions de francs en 1985: un chiffre d'affaires qui a quadruplé depuis 1970. Son bénéfice net s'élève à 11,2 millions, après amortissements de 53 millions!

Le deuxième groupe, *Tages-Anzeiger AG* de Zurich, a atteint un chiffre d'affaires de 350 millions: il a doublé en huit ans! Son bénéfice net est de 12,3 millions (brut: 57 millions).

En Suisse romande, les grands n'ont rien à envier à la concurrence alémanique: *24 heures Société d'Edition S.A.* a enregistré en 1985 un chiffre d'affaires de 151 millions et un bénéfice net de 1,72 million. *Sonor S.A.* à Genève (*La Suisse*) vient de dépasser le chiffre d'affaires de 50 millions (le bénéfice n'est pas communiqué).

La Société 24 heures appartient à *Edipresse S.A.* qui, avec ses participations en France et aux Etats-Unis approche le milliard!

Grâce à ses bénéfices considérables, le groupe Ringier a couvert la perte de 1 million de francs par mois pour l'hebdomadaire *Die Woche*, pendant un an, jusqu'à sa disparition en octobre 1982. Il a dépensé plusieurs millions pour *L'Hebdo*, défici-

taire jusqu'en 1985. Il paie 2,5 millions par an pour son centre de documentation et près d'un million pour son école de journalisme.

Notons encore que tous les grands groupes de presse sont des entreprises familiales, à l'exception de la *Neue Zürcher Zeitung AG* qui compte environ 600 actionnaires, tous membres du parti radical-démocratique, ce qui constitue aussi une famille...

Les fleurons quotidiens de ces groupes sont le *Blick* et les *LNN (Luzerner Neuste Nachrichten)*, tous deux appartenant à Ringier, le *Tages-Anzeiger* et la *NZZ*, *24 heures*, *Le Matin* et *La Suisse*: ces sept journaux constituent le 40% du tirage total de la presse quotidienne. Tous ont augmenté leur tirage au cours des dernières années, surtout le *Blick* (+ 41% en dix ans) et la *NZZ* (+ 40% en dix ans). Voilà pour le côté florissant de notre presse. Il existe un autre côté, beaucoup moins favorisé, qui lutte courageusement, mais sans illusion, pour sa survie. Ainsi, les quelques petits quotidiens socialistes alémaniques qui survivent encore, avec quelques milliers d'abonnés: le *Freie Aargauer*, quotidien argovien, a enregistré une perte de 34 000 francs en 1983, puis de 203 000 francs en 1984 et de 423 000 francs en 1985. Le quotidien socialiste thurgovien a disparu fin 1984, avec 1400 abonnés et un déficit de 100 000 francs. D'autres journaux sont encore menacés.

Ironie du sort: pendant que les politiciens de gauche tentent de sauver leurs journaux de paroisse et que les journaux font la collecte auprès de leurs sympathisants, les éditeurs des grands quotidiens commerciaux ouvrent leurs journaux et offrent généreusement leurs colonnes à la gauche!

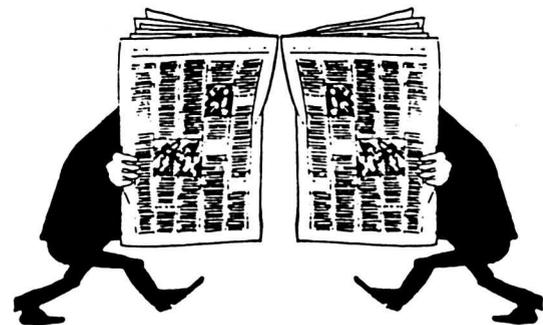
Car dans la lutte que se livrent les divers groupes multimédias, il vaut mieux regrouper toutes les tendances politiques (qui, de toute façon, se neutralisent plus ou moins) et marcher ensemble contre la SSR et les PTT en même temps que contre la chimie, le chocolat, la Migros et le Crédit Suisse qui veulent tous se mêler des médias.

La diversité politique de notre presse cède la place à la diversité commerciale.

Ernst Bollinger

Presse suisse - Un livre

Les lecteurs de DP connaissent bien Ernst Bollinger. Economiste, il a publié en 1976 une thèse critique sur la structure et la diversité de la presse suisse. Observateur attentif de l'évolution de l'information, chroniqueur en matière de médias, il s'intéresse surtout aux implications politiques et économiques de la presse moderne. Il est, dans notre pays, un des pionniers qui œuvrent pour la réalisation de centres de documentation et de coordination des études sur la communication et les médias. Son dernier livre, *La presse suisse - les faits et les opinions*, qui paraît ces jours prochains chez Payot (collection Hic et Nunc, 192 pages), présente une vue d'ensemble de notre presse et de son évolution récente, avec des rappels historiques, des notations sur les rapports entre les journaux et les partis et des opinions exprimées par des éditeurs, journalistes et hommes politiques. Une large place est réservée à la création de positions dominantes, de «monopoles» et à la croissance spectaculaire des grands groupes de presse. Assurément un ouvrage de référence, écrit par un des meilleurs spécialistes de la question.



«La TV romande restera un service public»

Dans notre dernier numéro, nous regrettions le manque de coordination entre les entreprises qui organisent des conférences de presse le même jour, contraignant les journalistes à des choix douloureux. L'Association romande pour une radio-télévision démocratique (ARTED) est tombée dans le piège en invitant Guillaume Chenevière le samedi 14 juin, soit au moment où les spécialistes des médias participaient au séminaire patronné par «L'Hebdo» sur l'avenir du Vidéotex. Résultat: seuls DP et «La Liberté» étaient représentés. Dommage, car même si M. Chenevière n'a pas annoncé de changements spectaculaires dans la conception d'une télévision que le public romand connaît bien et apprécie à sa juste valeur, les quelques quinze personnes ayant répondu à l'invitation ont pu prendre part à un dialogue d'une durée tout à fait inhabituelle: plus de deux heures et demie.

Les commentateurs n'avaient pas manqué, en son temps, de relever le fait que la succession de Jean Dumur soit confiée à un «saltimbanque». Fallait-il y voir une volonté de faire de l'austère TV romande une sorte de chaîne «légère», à l'orientation calquée sur celle des télévisions commerciales? Le nouveau directeur a immédiatement rassuré son auditoire sur ce point: pour pouvoir continuer décemment à percevoir une taxe, la TVR doit s'efforcer de remplir sa mission de service public, qu'il définit comme celle d'une «chaîne nationale, généraliste, capable de répondre à toutes les attentes des minorités. Elle doit poser un regard critique sur l'actualité du pays et présenter un point de vue national sur ce qui se passe au-delà de nos frontières. Elle doit également stimuler la culture et la création locales, tout en restant ouverte aux créateurs extérieurs».

Il n'empêche que l'arrivée imminente des programmes par satellite va encore modifier notre manière de regarder la télévision. Une chaîne publique ne peut plus se donner pour idéal d'être uniquement

un moyen de formation, une sorte de «grande école pour tous». En Europe, la BBC a été la première à devoir affronter la concurrence d'une chaîne privée. Pour n'avoir pas pris au sérieux la menace que représentait ITV, les dirigeants ont vu en quelques mois leur audience tomber à moins de 25%. La chaîne publique s'est donc vue obligée de créer un secteur divertissement dans ses programmes. Le résultat est souvent cité comme exemplaire. Ce cas d'école nous apprend qu'aucune télévision ne peut se permettre de mépriser la concurrence des programmes commerciaux. L'argument qui veut que la qualité se vende toujours est hélas trompeur. La réalité lui apporte de cinglants démentis. Que l'on prenne pour seul exemple l'incroyable succès des gauloiseries de Stéphane Collaro sur TF1, dont l'inanité n'a d'égal que l'enveloppe de leur animateur.

INQUIÉTUDES

Certains propos de l'orateur n'ont pas manqué de susciter les craintes des membres de l'ARTED. Ainsi, M. Chenevière ne se déclare pas du tout opposé au principe du sponsoring pour des émissions de télévision. Mais attention: il ne s'agirait pas de «vendre» des temps d'antenne à des quelconques annonceurs camouflés, comme cela peut se faire aux Etats-Unis. Le sponsoring ne s'appliquerait qu'à des programmes pour lesquels l'intervention d'un groupe financier n'aurait aucune influence sur le contenu de l'émission. D'accord pour le concert que l'UBS ou la Migros voudraient offrir au téléspectateurs, mais pas question de parrainage pour une émission d'information. Il n'y a pas lieu, lorsque l'on parle de sponsoring, d'agiter l'épouvantail du virage vers une télévision orientée exclusivement sur le taux d'audience au mépris de sa mission envers les publics minoritaires. Dont acte.

Autre crainte de l'ARTED: l'orateur se montre étonnamment serein en ce qui concerne le débat sur la politique des médias qui va s'ouvrir prochainement avec la nouvelle loi sur la radio-TV. Il semble minimiser les pressions politiques qui ne vont pas manquer de s'exercer à l'encontre de la SSR. Ici, il convient d'être plus nuancé: M. Chenevière n'a pas caché que la TV romande doit bien souvent «racler ses fonds de tiroirs» pour maintenir son offre de programmes. Si les milieux, particulièrement forts en Suisse alémanique, qui entendent mettre fin au monopole parviennent à imposer des coupes sombres dans le budget de la SSR, les conséquences seront dramatiques au point que le nouveau directeur «préfère ne pas y penser».

Mais pour le reste, il se montre résolument optimiste et volontariste. Selon lui, la télévision est une formidable usine à création où chacun se sent appelé à participer à la consolidation des acquis et au développement des points faibles. Du côté des premiers, M. Chenevière cite le secteur information/magazines (une tradition de la maison) et le département fiction, en progrès constant. Les canards boiteux se situent du côté du divertissement (variétés et culture locale).

La télévision suisse romande voit donc son avenir avec sérénité; on pourra regretter que Guillaume Chenevière — par ailleurs brillant orateur et maniant l'humour avec un à-propos certain — se soit montré si discret quant à d'éventuelles nouvelles émissions, notamment celles qui favoriseraient une interactivité entre le public et les professionnels. Il semble que cela entrerait tout à fait dans la mission de ce qu'il qualifie lui-même de «télévision de village». Entre les «Jeux de vingt heures» et «Table Ouverte», il devrait y avoir moyen de trouver une formule intermédiaire qui corresponde à la mentalité et à la réserve naturelle des Romands. Laissons au successeur de Jean Dumur le bénéfice du doute et ne tranchons pas quant à savoir si cette discrétion est la marque d'une volonté de ne pas dévoiler ses batteries ou celle d'une absence de projets.

L'INVITÉ DE DP

Dépenses culturelles: Méfais du conservatisme

L'affaire de l'aménagement de la cour du Palais-Royal, à Paris, par Daniel Buren, au moyen de colonnes de hauteurs différentes, striées noir et blanc, a mis en évidence une fois encore la complexité des relations entre l'Etat, l'opinion publique et la culture.

Les interventions publiques (au sens large du terme) sont, financièrement, modestes. Ce n'est pourtant pas la question quantitative qui m'intéresse ici, mais celle de la nature de ces interventions.

Un consensus existe, au moins dans deux domaines: lorsqu'il s'agit de conserver, ou lorsqu'un placement est sûr. En ce qui concerne l'instinct conservateur, comme motif inspirant une action culturelle, les exemples sont nombreux. On ouvre partout des musées. L'aménagement d'une sorte de «réserve» de vieilles fermes, à Ballenberg, semble soulever l'enthousiasme (l'idée n'est pas originale, en URSS, où l'on repeint même les icônes, les isbas ont été réunies à Souzdal, un parc à touristes). A Neuchâtel, il a été possible de trouver quelques centaines de milliers de francs pour refaire une fresque de H. Erni, qui tombait (note personnelle: enfin) en ruine.

En cas de «placement», l'accord est souvent acquis sans trop de difficultés. Les Bâlois, naguère, ont accepté une dépense de 16 millions de francs pour l'achat de quelques toiles. Aucun risque: elles étaient de Picasso, et «L'Arlequin» en faisait partie. A La Chaux-de-Fonds, il est certain que le Musée des Beaux-Arts sera prochainement aménagé pour un coût élevé: il s'agira d'y abriter une collection léguée à la ville; on peut

estimer que la valeur vénale des œuvres (plusieurs millions) constituera pour une majorité le motif déterminant l'acceptation de la dépense.

Tout change lorsqu'il s'agit de création. Au nom de ce qu'on appelle la prudence, on évite de prendre le moindre risque. De ce fait, on limite considérablement les possibilités: par définition, on ne sait pas à l'avance ce qui sera considéré comme ayant de la valeur. Une seule chose en effet est certaine: il y aura beaucoup de déchet; pour un Mozart, combien de Salieri!

On refuse, dans le domaine de la création artistique, ce que l'on admet pour le football: il faut que des milliers de besogneux s'agitent le samedi et le dimanche pour que l'on puisse en isoler onze capables de faire une équipe nationale à peu près convenable.

Pourquoi, par exemple à Neuchâtel, n'avoir pas utilisé les fonds disponibles pour la réfection de la fresque de H. Erni en les attribuant à des artistes jeunes, qui auraient trouvé là une occasion de participer à une grande œuvre?

Retour au point de départ. On peut penser ce que l'on veut des colonnes de Buren. La décision de les réaliser, prise par J. Lang, la confirmation de F. Léotard, étaient bonnes. L'un et l'autre paraient sur la création. Cette décision n'avait en outre rien d'iconoclaste. Chaque époque a imposé sa marque sur les grands ensembles architecturaux. Il n'y aucune raison pour que les hommes du XX^e siècle finissant ne fassent pas de même. Après tout, ils se distingueront mieux par une œuvre peut-être contestée, mais voulue par un artiste, que par l'utilisation comme parking qu'ils faisaient jusqu'ici de la cour du Palais-Royal.

Philippe Bois

Prisonniers politiques en Suisse

Le bulletin romand de la section suisse d'Amnesty International renseigne sur les actions de parrainage entreprise par l'organisation pour la libération des prisonniers d'opinion dans le monde. On y trouve en général des informations sur les pays que tout militant tiers-mondiste connaît pour être particulièrement peu respectueux des droits de l'homme, cela va du Chili à l'URSS en passant par la Turquie. La digne Helvétie n'a en principe rien à faire dans ces colonnes et pourtant... Dans l'édition de juin, le bulletin nous rappelle qu'en 1985, trois cent vingt-deux personnes qui avaient refusé de faire leur service militaire ont été condamnées par des tribunaux militaires. La loi suisse reste une des seules d'Europe à ne pas reconnaître le droit à l'objection de conscience.

Bruno Decouvoux, apprenti boulanger genevois de 28 ans, purge actuellement une peine de sept mois à la prison de Bellechasse. Initialement condamné à neuf mois, il a vu sa peine réduite par un tribunal de Rolle qui a reconnu ses convictions religieuses et morales mais n'a pas été convaincu de son conflit de conscience. Amnesty a décidé de l'adopter comme prisonnier d'opinion. Même la plus vieille démocratie d'Europe connaît aussi les tribunaux d'exception et les délits de pensée.

BERNE: AIDE AUX PARTIS

Le projet d'aide financière aux partis, préparé par le Gouvernement bernois, prévoit que seules les formations ayant obtenu au minimum 3% des suffrages pourront bénéficier de la manne cantonale. Si tout se déroule normalement, l'aide pourrait intervenir dès l'automne 1987 pour les élections nationales.

Croissance et croisade

Quand Laurent Rebeaud titre «A bas la croissance» sans même qu'il s'agisse d'une provocation, je me dis que la religiosité n'est pas loin. Si je le cite — les «invitations» de DP sont faites pour que le débat s'instaure — je soulignerai des formules telles que «si nous cessions de nous vautrer dans l'abondance» ou des syndromes de culpabilisation-châtiment: la croissance tuera demain... «par des phénomènes de dégénérescence collective dont le secret nous est encore caché».

LE FINI ET L'INFINI

Toute croissance continue, extrapolée à l'infini, aboutit à une contradiction, car son support est de l'ordre du fini. Calculez une croissance sans limite de la population terrestre et de sa consommation, et opposez à ces chiffres le sol, les ressources et les stocks limités du globe terrestre. Dialectiquement la croissance se nie dans la pénurie, il y a 25 ans, le Club de Rome nous l'a rappelé. Plus féconde, la pensée d'Illich, quand il démontrait l'impossibilité de projeter sur l'ensemble de la population du tiers-monde le mode de vie et la consommation des pays à haut niveau économique. Car cette démonstration s'accompagnait, c'était là son originalité, d'une critique du dysfonctionnement de certaines institutions occidentales: effets pervers de la surmédication, de la surscolarisation, etc...

Quoi qu'il en soit, la croyance, capitaliste ou marxiste, en une société d'abondance, une société à chacun selon ses besoins, a marqué, dès cette date, un recul.

Relisant sur ce sujet un dialogue de bonne qualité, entre Gilles Martinet et Jean-Marie Domenach (*L'Arc*, n° 62, cahier consacré à Yvan Illich), je tombe sur cette phrase de Domenach:

«Et je sais bien la difficulté qu'il y a pour un homme de la gauche traditionnelle à penser les limites — car la pensée des limites a toujours été

une pensée de droite. A ce propos, je dirais que l'efficacité actuelle des chrétiens dans la politique de la gauche vient de ce qu'ils sont mieux accordés à des nécessités de cet ordre que ne le sont ceux qui relèvent du progressisme illimité. Le péché originel nous a préparés à comprendre les limites...»
Le péché originel, nous y voilà donc!

MÉTHODOLOGIQUEMENT

Liquidons la question philosophique par un anachronisme: l'homme n'a pas attendu le péché originel pour découvrir ses limites.

En revanche, ce qui s'affirme dès le XVIII^e siècle — tronc commun du socialisme et du libéralisme — c'est la volonté d'efficacité, la preuve par le résultat, la recherche expérimentale, la laïcisation de l'économie et de la science. Règles méthodologiques qui ne présupposent pas la croyance en un progressisme illimité!

La prise de conscience des impasses de la croissance quantitative sans limite ne doit pas conduire à un abandon de ces règles sous peine d'un retour du religieux, là où il n'a rien à faire. Pour quand les interdits? Pour quand les cérémonies de purification? Pour quand les décisions consistoriales? D'où les nécessaires précautions avant que l'on crie «à bas la croissance».

PERFORMANCE

La prise en compte de limites infranchissables doit être, à l'intention des chercheurs, incorporée aux données de fait. Ils auront à en tenir compte, ils devront faire avec.

Plus concrètement?

Qu'est-ce que les économies d'énergie? Pas la coupure du courant. Ce qui serait un «interdit»; ce qui est aussi la menace qu'agitent les partisans du nucléaire et de la croissance continue (alliance objective).

C'est d'abord obtenir scientifiquement le même résultat avec une dépense d'énergie réduite. Avant d'obliger les consommateurs à faire maigre, rechercher la performance: savoir faire avec moins, savoir faire autrement, savoir recycler.

Toutes ces approches sont connues; inutile de développer ici.

Mais il me paraît essentiel qu'au lieu de crier «à bas la croissance» on crie «vive l'économie des moyens» «vive l'invention».

Deux remarques encore. Si les limites, celles de la biosphère, celle des ressources, celles du sol sont des données naturelles, elles ne seraient prises en compte que par décision politique. L'économie en ce domaine ne peut s'autogérer; l'économie entre dans une phase volontariste. Des seuils et des contraintes lui seront imposés: mais il faut qu'ils s'inscrivent dans sa recherche de performance.

La nouvelle prise de conscience des contraintes naturelles s'accompagnera, c'est certain, de changements de comportements individuels, d'une nouvelle éthique de la consommation. A défaut les décisions politiques ne sont pas possibles; et il y aurait peu d'invention sociale à vouloir seulement la même chose avec moins d'efforts.

Mais la réussite de ce changement essentiel demande qu'on se garde de l'incantatoire.

A. G.

ILS NE MANGEAIENT PAS LE PAIN DES FRANÇAIS

On croirait entendre Fernand Reynaud raconter l'histoire du boulanger en lisant l'information parue dans *L'Alsace* (31 mai) au sujet de l'aide au retour dans le nord du Doubs: «Montbéliard regrette ses immigrés: près de 6500 immigrés ont déjà profité dans le district de Montbéliard et ses environs de l'aide au retour, une convention destinée à favoriser leur réinsertion dans leur pays d'origine. Mais, les unes après les autres, les municipalités vont commencer à regretter leur départ. Les classes se ferment, les finances des communes chutent et de nombreux commerçants voient baisser leur chiffre d'affaires.» Selon l'article qui suit, seul le Front national, puissant dans la région, se félicite du départ des immigrés.

Solution finale

On connaît l'histoire de Metternich, recevant une dépêche qui lui annonçait la mort de Talleyrand et la retournant entre ses doigts, en murmurant très inquiet: «Que diable peut-il bien vouloir dire?» S'essayant en somme, mais en vain, à cet art dont nous nous piquons si fort aujourd'hui: la lecture au second degré!

Toutefois, point trop n'en faut.

Par exemple, dans le cas d'*Auschwitz*, des chambres à gaz, du génocide perpétré aux dépens des Juifs, Tziganes, etc.

Je revois ce brave homme de Viktor Brack, haut dignitaire nazi, expliquant au juge instructeur américain — c'était à Nuremberg — que quant à lui, il avait toujours été adversaire du génocide, estimant que des millions de cadavres, c'est salissant, et que ça finit toujours par se savoir. Et que par conséquent, il avait proposé son plan — qui malheureusement avait été écarté au profit de celui d'Eichmann, qui consistait à stériliser les intéressés au moyen de je ne sais quel rayon, pendant le temps qu'ils consacraient à remplir un questionnaire... Et dire qu'on l'a pendu!

Parmi les milliers de témoignages, parmi les centaines de documents, il en est un particulièrement accablant pour les coupables, c'est le protocole de la rencontre dite du *Wannsee*, le 20 janvier 1942, en présence de Heydrich, Eichmann, etc., pour mettre au point l'*Endlösung* (la solution finale) — c'est-à-dire, admet-on généralement, le génocide. Il convient donc à tout prix de le discréditer ou, en tout cas, d'en proposer une autre lecture.

Je n'ai pas pu, malheureusement, me reporter à la thèse d'Henri Roques, soutenue récemment à Nantes. Mais d'après ce que j'en ai lu, notamment dans

le *Pamphlet*, il semble qu'elle suive d'assez près le livre de Faurisson de 1980; et plus encore celui de Stäglich: *Der Auschwitz Mythos*, de 1979.

Sur le point particulier du protocole du Wannsee, quels sont les arguments? Que c'est un *faux* forgé par les services américains pour les besoins du procès de Nuremberg. Certains paragraphes auraient été *ajoutés*; d'autres sans doute *retranchés* — à telle enseigne que *Endlösung* ne signifierait pas du tout *génocide*, mais tout au contraire projet d'installer les Juifs dans un territoire qui puisse leur servir de patrie, afin de les faire travailler dans le cadre de l'économie de guerre. Plus précisément, quand il est question de *Sonderbehandlung* (traitement spécial) pour les Juifs qui auraient survécu à leur transfert, il faut comprendre, avec Kaltenbrunner, qu'ils seront accueillis dans des hôtels de luxe et bénéficieront d'un traitement de faveur... Fort bien. La preuve de tout cela? Le fait, par exemple, qu'il n'est pas fait mention, dans le protocole, du plan de déportation des Juifs à *Madagascar* — projet que Hitler avait longuement caressé... Cette omission aux fins de donner à l'expression *Endlösung* un sens sinistre qu'elle n'avait nullement!

Je suis tout prêt, quant à moi, à considérer que les grands chefs nazis étaient idiots (encore que leurs résultats aux tests QI que leur firent passer les Américains fussent bons, voire excellents, à l'exception de ceux de Julius Streicher) — mais tout de même: la rencontre du *Wannsee* date de janvier 1942. Discuter en janvier 1942 d'un projet de transfert à Madagascar... et quand bien même Rommel était sur le point de lancer son offensive en Afrique — pourquoi pas discuter d'une installation sur la lune?

La bêtise, tout de même: elle a quelque chose de fascinant, vous ne trouvez pas?

J. C.

Le point de vue de la Tribune socialiste vaudoise



INITIATIVES POP, AVLOCA EN FAVEUR DES LOCATAIRES



INITIATIVE AVIVO POUR LA PROTECTION DES PETITS CONTRIBUABLES